



Rapport de l'inspection des installations classées

Visites d'inspection des 27 mars et 14 avril 2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Société HYDRE

ZA Bruscos
3, allée Gabrielle Chanel
64230 UZEIN

1) Contexte

Le présent rapport rend compte des inspections réalisées les 27 mars et 14 avril 2026 des installations exploitées par la société HYDRE et implantées dans la zone artisanale de Bruscos sur la commune d'Uzein (64230). Cette partie "Contexte et constats" est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le Service Interministériel de Défense et de Protection Civiles (SIDPC) de la Préfecture des Pyrénées-Atlantiques a prévenu l'inspection des installations classées le 26 mars 2026 à 8h08 qu'une pollution aux hydrocarbures du lac du Balaing, situé sur la commune de Navailles-Angos, avait pour origine l'Installation de Stockage de Déchets Inertes (ISDI) exploitée par la Communauté de Communes des Luys-en-Béarn.

Il s'avère que la pollution provient du déchargement dans l'ISDI du contenu de deux camions d'hydrocurage appartenant à la société HYDRE.

Une inspection réactive a été réalisée sur les installations de la société le 27 mars 2026 puis le 14 avril 2026.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

Société HYDRE
ZA de Bruscos – 64230 UZEIN
Code AIOT : 0003104724
Régime : Déclaration avec Contrôle périodique
Non Seveso / Non IED

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- situation administrative,
- contrôles périodiques,
- procédure d'exploitation,
- traçabilité des déchets :
 - tenue des registres des déchets entrants, des déchets sortants et des déchets transportés et collectés,
 - suivi administratif des déchets dangereux transportés et collectés.

Présentation de l'établissement

La société HYDRE exerce une activité de collecte de déchets /effluents liquides par hydrocurage ou pompage (vidange de fosses septiques, de séparateurs d'hydrocarbures, de déshuileurs-débourbeurs, etc.) ainsi que de nettoyage des canalisations.

Elle intervient auprès des particuliers, des entreprises et des collectivités territoriales (déchetteries).

Elle complète son activité par la réalisation d'inspections et de tests d'étanchéité des canalisations grâce à un système d'inspection par caméra.

Les déchets collectés par hydrocurage sont regroupés sur le site d'Uzein puis expédiés vers l'entreprise Barsacq Vidange à Castetpugon (64330).

La société HYDRE a procédé à la déclaration en préfecture de ses activités sur le site d'Uzein en date du 5 avril 2019 (preuve de dépôt n°A-9-WW664A50M).

Situation administrative

Le tableau de classement des activités au titre de la nomenclature des installations classées s'établit comme suit :

Rubrique	Nature de l'activité	Capacité totale des installations	Régime
2716-2	Transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux non inertes. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation est supérieur ou égal à 100 m ³ mais inférieur à 1 000 m ³ .	100 m ³	Déclaration soumise à Contrôle périodique
2791-2	Installation de traitement de déchets non dangereux La quantité de déchets traités est inférieure à 10 t/j.	9,5 t/j	Déclaration soumise à Contrôle périodique
2795-2	Lavage de fûts, conteneurs et citernes de transport de matières alimentaires, de matières dangereuses ou de déchets dangereux La quantité d'eau mise en œuvre est inférieure à 20 m ³ /j.	2 m ³ /j	Déclaration soumise à Contrôle périodique

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés, et, à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle,
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée,
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite,
- la prescription contrôlée,
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées,
 - les observations éventuelles,
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous),
 - le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, etc.

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »,

- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription),
 - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives,
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

La visite d'inspection a porté sur les conditions d'exploitation de la société, sa situation administrative ainsi que sur la traçabilité des déchets pris en charge, au regard notamment des références réglementaires suivantes :

- Nomenclature des installations classées (Annexe à l'article R. 511-9 du Code de l'environnement),
- Arrêté ministériel du 23 novembre 2011 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique 2791 (installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2720, 2760, 2771, 2780, 2781 et 2782),
- Arrêté ministériel du 23 novembre 2011 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 2795,
- Arrêté ministériel du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2718 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,
- Arrêté ministériel du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du Code de l'environnement,
- Arrêté ministériel du 21 décembre 2021 définissant le contenu des déclarations au système de gestion électronique des bordereaux de suivi de déchets énoncés à l'article R. 541-45 du Code de l'environnement.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est présentée ci-dessous.

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suite administrative.

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative Tableau de classement des activités	Code de l'environnement Annexe à l'article R. 511-9 (<i>Rubrique 2718</i>)	Mise en demeure, dépôt de dossier <i>Arrêt du transit de déchets dangereux</i>	Sans délai
2	Dispositions générales Contrôle périodique (rubrique 2716)	Arrêté ministériel du 6/06/2018 Annexe I - Article 1.1	Mise en demeure, respect de prescriptions <i>Réalisation du contrôle périodique</i>	2 mois
3	Dispositions générales Contrôle périodique (rubriques 2791 et 2795)	Arrêtés ministériels du 23/11/2011 Annexe I - Article 1.1.2	Mise en demeure, respect de prescriptions <i>Réalisation des contrôles périodiques</i>	2 mois
4	Traçabilité des déchets Registre des déchets entrants	Arrêté ministériel du 31/05/2021 Article 1	Mise en demeure, respect de prescriptions <i>Création et tenue du registre des déchets entrants</i>	1 mois
5	Traçabilité des déchets Registre des déchets sortants	Arrêté ministériel du 31/05/2021 Article 2	Mise en demeure, respect de prescriptions <i>Création et tenue du registre des déchets sortants</i>	1 mois
6	Traçabilité des déchets Registre des déchets transportés et collectés	Arrêté ministériel du 31/05/2021 Article 3	Mise en demeure, respect de prescriptions <i>Création et tenue du registre des déchets transportés et collectés</i>	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
7	Traçabilité des déchets dangereux Suivi électronique des déchets dangereux	Arrêté ministériel du 21/12/2021 Articles 1, 2 et 3	Mise en demeure, respect de prescriptions <i>Mise en place du suivi électronique des déchets dangereux</i>	1 mois
8	Gestion irrégulière de déchets Déchargement de déchets non acceptés dans une ISDI Procédure d'exploitation	Code de l'environnement Article L. 541-46	Mise en demeure, respect de prescriptions <i>Arrêt de la mise en ISDI de déchets non acceptés Rédaction d'une procédure interne d'exploitation</i>	Sans délai 1 mois

⁽¹⁾ s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

À la suite des visites d'inspection des 27 mars et 14 avril 2026 réalisées sur les installations de la société HYDRE et après analyse des documents transmis par l'exploitant à l'issue de ces deux visites, il apparaît que :

- l'exploitant procède au regroupement de déchets dangereux sur ses installations d'Uzein pour des quantités supérieures à 1 tonne sans disposer de l'autorisation requise,
- l'exploitant n'a pas fait procéder aux contrôles périodiques de ses installations,
- les obligations en matière de traçabilité des déchets collectés, transportés, regroupés puis expédiés ne sont pas remplies :
 - absence de tenue des registres des déchets entrants, sortants, collectés et transportés,
 - absence de déclaration du suivi des déchets dangereux sur la plate-forme ministérielle « Trackdéchets »,
- des déchets potentiellement dangereux provenant de l'activité d'hydrocurage exercée par l'exploitant sont régulièrement déchargés dans une Installation de Stockage de Déchets Inertes (ISDI), au mépris de la réglementation, au lieu d'être dirigés vers des filières de traitement dûment autorisées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative – Tableau de classement des activités

Référence réglementaire : Code de l'environnement, Annexe à l'article R. 511-9 (<i>Rubrique 2718</i>)					
Prescription contrôlée : La colonne « A » de l'annexe au présent article constitue la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. <i>Rubrique 2718 de la nomenclature des installations classées :</i>					
<table border="1"> <thead> <tr> <th>Libellé de la rubrique</th><th>Régime</th></tr> </thead> <tbody> <tr> <td> Installation de transit, regroupement ou tri de déchet dangereux 1. La quantité de déchets dangereux susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 t ou la quantité de substances dangereuses ou de mélanges dangereux, mentionnés à l'article R.511-10 du code de l'environnement, susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale aux seuils A des rubriques d'emploi ou de stockage de ces substances ou mélanges </td><td>Autorisation</td></tr> </tbody> </table>	Libellé de la rubrique	Régime	Installation de transit, regroupement ou tri de déchet dangereux 1. La quantité de déchets dangereux susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 t ou la quantité de substances dangereuses ou de mélanges dangereux, mentionnés à l'article R.511-10 du code de l'environnement, susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale aux seuils A des rubriques d'emploi ou de stockage de ces substances ou mélanges	Autorisation	
Libellé de la rubrique	Régime				
Installation de transit, regroupement ou tri de déchet dangereux 1. La quantité de déchets dangereux susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 t ou la quantité de substances dangereuses ou de mélanges dangereux, mentionnés à l'article R.511-10 du code de l'environnement, susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale aux seuils A des rubriques d'emploi ou de stockage de ces substances ou mélanges	Autorisation				
Constats : L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées les bordereaux de suivi des déchets (BSD) qui concernent les années 2023, 2024 et 2025. L'analyse des BSD fait ressortir que l'exploitant procède au regroupement des déchets collectés sur ses installations d'Uzein (tous les BSD sont concernés).					

Sur plusieurs BSD, il apparaît que des déchets dangereux sont collectés puis regroupés à Uzein, il s'agit d'eau mélangée à des hydrocarbures provenant de séparateurs eau/hydrocarbures (code déchets 13 05 07*) pour les tonnages suivants :

- 07/01/2025 / Netcar / 9 t
- 30/01/2025 / Siectom de Sévignacq / 1,58 t
- 18/02/2025 / Siectom de Sévignacq / 2,74 t
- 05/03/2025 / Breizh Clean / 4,4 t
- 17/03/2025 / Locatlas / 15,06 t
- 26/03/2025 / Siectom de Sévignacq / 2,72 t
- 29/04/2025 / SDIS / 3,36 t
- etc.

La quantité de déchets dangereux présente dans les installations est régulièrement supérieure à 1 tonne.

Cette activité (transit, regroupement de déchets dangereux) relève de la rubrique 2718-1 de la nomenclature des installations classées et est donc soumise à autorisation.

L'exploitant ne dispose pas d'autorisation pour l'exercice de cette activité.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant cesse de procéder au regroupement de déchets dangereux sur ses installations.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, dépôt de dossier

Arrêt du transit de déchets dangereux sur les installations

Proposition de délais : Dès notification de l'arrêté de mise en demeure

N° 2 : Dispositions générales – Contrôle périodique (rubrique 2716)

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 6 juin 2018, Annexe I - Article 1.1

Prescription contrôlée :

Les installations n° 2711 ou 2716 sont soumises à des contrôles périodiques par des organismes agréés dans les conditions définies par les articles R. 512-55 à R. 512-60 du code de l'environnement. Pour ces installations, le contenu de ces contrôles est précisé à la fin de chaque point de la présente annexe après la mention « Objet du contrôle ».

L'exploitant conserve le rapport de visite que l'organisme agréé lui adresse après chaque contrôle dans le dossier installations classées prévu au point 1.2. Si le rapport fait apparaître des non-conformités aux dispositions faisant l'objet du contrôle, l'exploitant met en œuvre les actions correctives nécessaires pour y remédier. Ces actions ainsi que leurs dates de mise en œuvre sont formalisées et conservées dans le dossier susmentionné.

Constats :

Dans le cadre de ses activités de transit et regroupement de déchets non dangereux non inertes, l'exploitant n'a pas fait procéder aux contrôles périodiques de ses installations par un organisme agréé (rubrique 2716).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de faire procéder aux contrôles périodiques de ses installations par un organisme agréé (rubrique 2716).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Réalisation du contrôle périodique

Proposition de délais : 2 mois à compter la notification de l'arrêté de mise en demeure

N° 3 : Dispositions générales – Contrôle périodique (rubriques 2791 et 2795)

Référence réglementaire : Arrêtés ministériels du 6 juin 2018, Annexe I - Article 1.1.2
Prescription contrôlée : L'installation est soumise à des contrôles périodiques par des organismes agréés dans les conditions définies par les articles R. 512-55 à R. 512-60 du code de l'environnement. Ces contrôles ont pour objet de vérifier la conformité de l'installation aux prescriptions repérées dans la présente annexe par le terme : " objet du contrôle ", éventuellement modifiées par arrêté préfectoral, lorsqu'elles lui sont applicables. Les prescriptions dont le non-respect constitue une non-conformité majeure entraînant l'information du préfet dans les conditions prévues à l'article R. 512-59-1 sont repérées dans la présente annexe par la mention : " le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure ". L'exploitant conserve le rapport de visite que l'organisme agréé lui adresse dans le dossier installations classées prévu au point 1.4. Si le rapport fait apparaître des non-conformités aux dispositions faisant l'objet du contrôle, l'exploitant met en œuvre les actions correctives nécessaires pour y remédier. Ces actions ainsi que leurs dates de mise en œuvre sont formalisées et conservées dans le dossier susmentionné.
Constats : Dans le cadre de ses activités de traitement des déchets non dangereux, l'exploitant n'a pas fait procéder aux contrôles périodiques de ses installations par un organisme agréé (rubriques 2791 et 2795).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de faire procéder aux contrôles périodiques de ses installations par un organisme agréé (rubriques 2791 et 2795).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription <i>Réalisation des contrôles périodiques</i>
Proposition de délais : 2 mois à compter la notification de l'arrêté de mise en demeure

N° 4 : Traçabilité des déchets – Registre des déchets entrants

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 31 mai 2021, Article 1
Prescription contrôlée : Les exploitants des établissements effectuant un transit, regroupement ou un traitement de déchets, y compris ceux effectuant un tri de déchets et ceux effectuant une sortie du statut de déchets, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants. Le registre des déchets entrants contient au moins les informations suivantes : a) Concernant la date d'entrée dans l'établissement : <ul style="list-style-type: none">- la date de réception du déchet et, pour les installations soumises à dispositif de contrôle par vidéo au titre de l'article L. 541-30-3 du Code de l'environnement, l'heure de la pesée du déchet ; b) Concernant la dénomination, nature et quantité : <ul style="list-style-type: none">- la dénomination usuelle du déchet ;- le code du déchet entrant au regard l'article R. 541-7 du Code de l'environnement ;- s'il s'agit de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du Code de l'environnement ;- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ;- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du Code de l'environnement et R. 1335-4 du Code de la santé publique ;- la quantité de déchet entrant exprimée en tonne ou en m³ ; c) Concernant l'origine, la gestion et le transport du déchet : <ul style="list-style-type: none">- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ;

- l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ;
- la raison sociale et le numéro SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du Code de l'environnement ;
- la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du Code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du Code de l'environnement ;

d) Concernant l'opération de traitement effectuée par l'établissement :

- le code du traitement qui va être opéré dans l'établissement selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;
- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;
- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.

Constats :

L'exploitant ne procède pas à la tenue du registre des déchets entrants sur ses installations.

La traçabilité attendue des déchets pris en charge par l'exploitant est quasi inexistante, les seuls éléments fournis sont des bordereaux de suivi de déchets (BSD) incomplets et erronés ou des bons d'enlèvement à usage interne à l'entreprise.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat:

Il est demandé à l'exploitant de mettre en place un registre des déchets entrants sur ses installations et de le tenir quotidiennement à jour.

Observations :

En l'absence de registre, l'inspection des installations classées a demandé à l'exploitant de lui transmettre les documents en sa possession afin de reconstituer toute ou partie de son activité.

Les documents transmis sont des bordereaux de suivi de déchets (BSD) relatifs aux années 2023, 2024 et 2025.

Pour l'année 2026 ont été transmis les bons d'enlèvement des déchets servant à la facturation des prestations aux clients de la société HYDRE.

Les BSD analysés sont ceux qui concernent l'année 2025, ils sont au nombre de 48. Leur analyse réalisée par l'inspection des installations classées conduit aux constats suivants :

- certains BSD font état d'un enlèvement de déchets dangereux sous le code 13 05 07* (eau mélangée à des hydrocarbures provenant de séparateurs eau/hydrocarbures) pour des volumes supérieurs à 1 tonne :
 - le regroupement de ces déchets dangereux est réalisé sur les installations de l'exploitant (cf. la case n°11 du BSD / regroupement). Or le transit d'un volume de déchets dangereux supérieur à 1 tonne nécessite une autorisation (rubrique n° 2718 de la nomenclature des installations classées) : l'exploitant ne bénéficie pas de cette autorisation,
 - la collecte et le regroupement de déchets dangereux doivent être obligatoirement renseignés sur la plate-forme dématérialisée « Trackdéchets » depuis le 1^{er} janvier 2025. L'exploitant ne réalise pas cette démarche,
- les installations de l'exploitant servent au regroupement des déchets collectés. Les déchets sont ensuite évacués, selon l'exploitant vers la société "BARSACQ Vidange" à Castetpugon (64). Cette dernière procède également à un regroupement et les dirige ensuite, selon l'exploitant, vers la société Labat à Aire-sur-l'Adour (40) :
 - l'intégralité des BSD transmis ne comportent qu'un seul feuillet : ils indiquent la société HYDRE comme étant le destinataire final, ce qui n'est en réalité pas le cas. Le BSD devrait être obligatoirement accompagné du volet n° 2 « Bordereau de suivi de déchets (suite) » afin de préciser les autres intermédiaires ayant pris en charge les déchets ainsi que le destinataire final,
- le producteur du déchet n'est pas toujours précisé (parfois, seule figure l'adresse du siège et non le lieu où le curage a été opéré),
- les mentions portées sur certains BSD sont contradictoires (par exemple, des « terres et cailloux » sont désignées dans la case n° 3 du BSD alors que la consistance du déchet précisée est « liquide »),

- sur certains BSD, le code déchets mentionné n'existe pas (par exemple, 01 05 03),
- le nombre de BSD transmis (48) ne correspond pas à l'activité réelle de la société. Les interventions réalisées sont plus nombreuses. L'exploitant dit ne pas remplir de BSD lorsqu'il s'agit de clients particuliers (80 % de l'activité totale selon lui).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Création et tenue du registre des déchets entrants)

Proposition de délais : 1 mois à compter la notification de l'arrêté de mise en demeure

N° 5 : Traçabilité des déchets – Registre des déchets sortants

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 31 mai 2021, Article 2

Prescription contrôlée :

Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants.

Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes :

a) Concernant la date de sortie de l'installation :

- la date de l'expédition du déchet ;

b) Concernant la dénomination, nature et quantité :

- la dénomination usuelle du déchet ;
- le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du Code de l'environnement ;
- s'il s'agit, de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du Code de l'environnement ;
- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ;
- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du Code de l'environnement et R. 1335-4 du Code de la santé publique ;
- la quantité de déchet sortant en tonne ou en m³ ;

c) Concernant l'origine du déchet :

- l'adresse de l'établissement ;
- l'adresse de prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;

d) Concernant la gestion et le transport du déchet :

- la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du Code de l'environnement ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du Code de l'environnement ;
- la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du Code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;

e) Concernant la destination du déchet :

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ;
- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;
- la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du Code de l'environnement ;
- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;
- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.

Constats :

L'exploitant ne procède pas à la tenue du registre des déchets sortants de ses installations.

La traçabilité attendue des déchets pris en charge par l'exploitant est quasi inexistante.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat:

Il est demandé à l'exploitant de mettre en place un registre des déchets sortants de ses installations et de le tenir quotidiennement à jour.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Création et tenue du registre des déchets sortants)

Proposition de délais : 1 mois à compter la notification de l'arrêté de mise en demeure

N° 6 : Traçabilité des déchets – Registre des déchets transportés et collectés

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 31 mai 2021, Article 3

Prescription contrôlée :

Les transporteurs et les collecteurs de déchets tiennent à jour un registre chronologique des déchets transportés ou collectés.

Ce registre contient au moins les informations suivantes :

a) Concernant les dates de transit du déchet :

- la date d'enlèvement du déchet ;
- la date de déchargement du déchet ;

b) Concernant la dénomination, nature et quantité :

- la dénomination usuelle du déchet ;
- le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du Code de l'environnement ;
- s'il s'agit de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du Code de l'environnement ;
- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ;
- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du Code de l'environnement et R. 1335-4 du Code de la santé publique ;
- la quantité de déchet entrant en tonne ou en m³ ;

c) Concernant le transport du déchet :

- le numéro d'immatriculation du ou des véhicules transportant le déchet ;
- dans le cas de déchets dangereux, selon le cas, le code transport lié aux réglementations internationales relatives au transport international des marchandises dangereuses par route, au transport international ferroviaire des marchandises dangereuses, au transport de matières dangereuses sur le Rhin, ou au transport maritime de marchandises dangereuses ;
- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE)1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE)1013/2006 susvisé ;

d) Concernant l'origine et la gestion du déchet :

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial de déchet, ou, à défaut, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets lorsque les déchets transportés ou collectés proviennent de plusieurs producteurs ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de la personne remettant les déchets au transporteur ou au collecteur ;
- l'adresse de la prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de la personne remettant les déchets au transporteur ou collecteur ;
- la raison sociale et le numéro SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du Code de l'environnement ;
- le cas échéant, la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du Code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;

<p>e) Concernant la destination du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ;
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant est amené à intervenir auprès d'entreprises et de collectivités territoriales dans le cadre de la vidange des séparateurs d'hydrocarbure, des déshuileurs-débourbeurs et des aires de lavage. Il intervient aussi auprès de particuliers pour vider les fosses septiques.</p> <p>Selon l'exploitant, la clientèle de particuliers représente environ 80 % de son activité.</p> <p>Il précise que les camions hydrocureurs ne transitent pas toujours par les installations pour procéder à un regroupement mais sont dirigés directement vers un intermédiaire ou un exutoire final.</p> <p>Dans ce cas, l'exploitant est tenu de remplir un registre des déchets transportés et collectés.</p> <p>L'exploitant ne procède pas à la tenue de ce registre.</p> <p>La traçabilité attendue des déchets pris en charge par l'exploitant est quasi inexistante.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat:</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de mettre en place un registre des déchets transportés et collectés et de le tenir quotidiennement à jour.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p> <p style="text-align: center;"><i>Création et tenue du registre des déchets transportés et collectés</i></p>
<p>Proposition de délais : 1 mois à compter la notification de l'arrêté de mise en demeure</p>

N° 7 : Traçabilité des déchets dangereux – Gestion électronique du suivi des déchets dangereux

<p>Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 21 décembre 2021, Articles 1, 2 et 3</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Article 1</u></p> <p>Le présent arrêté s'applique aux déchets dangereux et aux déchets POP visés par le I de l'article R. 541-45 du Code de l'environnement [...]</p> <p><u>Article 2</u></p> <p>Les informations à déclarer, pour chaque bordereau de suivi de déchet, au système de gestion électronique des bordereaux de suivi de déchets sont listées à l'article 3. [...]</p> <p><u>Article 3</u></p> <p>A. Informations transmises par l'émetteur du bordereau, lors de l'émission du bordereau :</p> <p>i) Concernant l'émetteur du bordereau :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Nature : producteur du déchet, ou collecteur de petites quantités de déchets relevant d'un même code du déchet au regard l'article R. 541-7 du Code de l'environnement, ou personne ayant transformé ou réalisé un traitement dont la provenance des déchets reste identifiable, ou éco-organisme, ou importateurs et distributeurs ayant mis en place un système individuel de collecte ou autre détenteur, • Numéro SIRET, • Raison Sociale, • Adresse, • Téléphone, • Courriel, • Nom de la personne ou de l'entité à contacter. <p>ii) Concernant la nature, le conditionnement et la quantité des déchets :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Code du déchet au regard l'article R. 541-7 du Code de l'environnement, • Dénomination usuelle du déchet, • S'il s'agit, ou non, de déchets dangereux, • S'il s'agit, ou non, de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du même code, • Consistance du déchet : solide, ou pâteux, ou liquide, ou gazeux,

- Si le déchet relève de l'arrêté du 29 mai 2009 modifié relatif aux transports de marchandises dangereuses par voies terrestres, les informations prévues par cette réglementation qui ne sont pas déjà mentionnées par le présent arrêté,
- Type de conditionnement : Benne, ou citerne, ou grand récipient pour vrac, ou fût, ou autre à préciser,
- Nombre de colis par type de conditionnement et nombre total de colis,
- Quantité réelle ou estimée exprimée en tonne.

iii) Concernant l'origine des déchets :

- Nom du lieu où sont collectés les déchets si différent de celui de l'émetteur,
- Adresse du lieu où sont collectés les déchets si différente de celle de l'émetteur.

iv) Concernant l'installation de destination (entreposage provisoire, reconditionnement ou autre traitement) prévue

- S'il s'agit d'une installation d'entreposage provisoire ou de reconditionnement,
- Numéro SIRET,
- Raison sociale,
- Adresse,
- Téléphone,
- Courriel,
- Nom de la personne à contacter,
- Le cas échéant, numéro de certificat d'acceptation préalable des déchets,
- Code de l'opération d'élimination ou valorisation prévue selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets susvisée.

B. Informations transmises par chaque collecteur-transporteur du déchet. L'exactitude des informations déclarées par le collecteur-transporteur assurant la prise en charge des déchets au départ de l'installation expédiant les déchets est confirmée, lors de la prise en charge des déchets, par l'exploitant de l'installation d'expédition au moyen d'une signature électronique :

i) Concernant le collecteur-transporteur :

- Numéro SIRET,
- Raison sociale,
- Adresse,
- Téléphone,
- Courriel,
- Nom de la personne à contacter,
- Numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-51 du même code,
- Département de la déclaration mentionnée à l'article R. 541-50 du même code,
- Limite de validité du récépissé,
- Le cas échéant, si le collecteur-transporteur est exempté de déclaration au titre de l'article R. 541-50 du même code.

ii) Concernant les modalités de transport du déchet :

- Numéro(s) d'immatriculation du moyen de transport,
- Mode de transport,
- Date de prise en charge,
- Si un autre transporteur prend en charge le déchet à la suite du transport en cours (transport multimodal).

C. Informations transmises par l'installation de destination (entreposage, reconditionnement, ou autre traitement) lors de la réception du déchet :

i) Concernant l'installation de destination :

- S'il s'agit d'une installation d'entreposage, ou de reconditionnement, ou d'un autre type de traitement de déchet,
- Numéro SIRET,
- Raison sociale,
- Adresse,
- Téléphone,
- Courriel,
- Nom de la personne à contacter.

ii) Concernant la réception du déchet :

- Quantité réelle de déchet présentée ; pour les installations d'entreposage ou de reconditionnement, la quantité peut être estimée,
- Date de présentation du déchet,
- Date d'acceptation ou de refus du déchet,

- Si le lot de déchet a été accepté, partiellement accepté ou refusé,
- En cas de refus total ou partiel, motif de refus et quantité de déchet refusée.

D. Informations transmises :

- suite à la réalisation de l'opération de traitement du déchet, par l'installation de destination ayant réalisé l'opération,
- ou suite à l'entreposage provisoire ou au reconditionnement du déchet, par l'installation de destination ayant réalisé l'opération ou par l'émetteur du bordereau :

i) Concernant l'opération réalisée (hors cas d'entreposage temporaire et reconditionnement) :

- Code de l'opération d'élimination ou valorisation réalisée selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets susvisée,
- Description de l'opération réalisée,
- Attestation que l'opération a été effectuée,
- S'il s'agit du traitement final du déchet,
- Si l'installation de destination est autorisée, par arrêté préfectoral, à ne pas assurer la traçabilité entre le ou les lots de déchets entrants et les lots de déchets sortants, pour ce type de déchet, tel que prévu par le troisième alinéa de l'article 10 de l'arrêté du 31 mai 2021 susvisée.

ii) Concernant l'installation de destination prévue (hors cas où 1/ le traitement final a été effectué ou 2/ l'installation est autorisée à une rupture de traçabilité)

- Code de l'opération d'élimination ou valorisation prévue selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets susvisée,
- En cas d'expédition hors de France : numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement n° 1013/2006 ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe 1-B du règlement n° 1013/2006,
- Le cas échéant, numéro de certificat d'acceptation préalable des déchets,
- Numéro SIRET,
- Raison sociale,
- Adresse,
- Nom de la personne à contacter,
- Téléphone,
- Courriel.

iii) en cas de reconditionnement :

- Si le déchet relève de l'arrêté du 29 mai 2009 modifié relatif aux transports de marchandises dangereuses par voies terrestres, les informations prévues par cette réglementation qui ne sont pas déjà mentionnées par le présent arrêté,
- Type de conditionnement : Benne, ou citerne, ou grand récipient pour vrac, ou fût, ou autre à préciser,
- Nombre de colis par type de conditionnement et nombre total de colis,
- Quantité réelle ou estimée exprimée en tonne.

E. Informations transmises par l'émetteur du bordereau ou par toute autre personne complétant le bordereau, dès lors qu'un éco-organisme ou un système individuel agréé au titre de l'article L. 541-10 assure, soutient ou fait assurer la gestion du déchet :

- Raison sociale de l'éco-organisme ou du système individuel agréé,
- Numéro SIREN de l'éco-organisme ou du système individuel agréé.

F. Informations transmises par l'émetteur du bordereau ou par toute autre personne complétant le bordereau, dès lors qu'un négociant ou un courtier est impliqué dans la gestion des déchets :

- Numéro SIRET,
- Raison sociale,
- Adresse,
- Numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du Code de l'environnement,
- Département de la déclaration mentionnée à l'article R. 541-55 du même code,
- Limite de validité du récépissé,
- Nom de la personne à contacter,
- Téléphone,
- Courriel.

G. En cas de collecte de petites quantités de déchets relevant d'un même code déchet : informations transmises par le collecteur, émetteur du bordereau, pour chaque producteur ou détenteur (personne auprès de laquelle est effectuée la collecte de déchets en petite quantité). A compter du 1^{er} janvier 2023, ces informations sont validées par le producteur ou détenteur au moyen d'une signature électronique :

i) Concernant le collecteur en petites quantités :

- Numéro SIRET,
- Raison sociale,
- Adresse,
- Téléphone,
- Courriel,
- Nom de la personne à contacter.

ii) Concernant le producteur ou détenteur :

- numéro du producteur ou détenteur,
- Numéro SIRET,
- Raison sociale,
- Adresse,
- Téléphone,
- Courriel,
- Nom de la personne à contacter.

iii) Concernant le déchet collecté :

- Code du déchet au regard l'article R. 541-7 du Code de l'environnement,
- Dénomination usuelle du déchet,
- Quantité réelle ou estimée exprimée en tonne,
- Date de remise du déchet par l'expéditeur au collecteur.

Constats :

L'exploitant ne réalise aucun suivi des déchets dangereux qu'il prend en charge.

L'exploitant ne procède pas non plus au suivi des déchets dangereux qu'il prend en charge sur la plate-forme ministérielle « Trackdéchets ».

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat:

Il est demandé à l'exploitant de procéder au suivi électronique des déchets dangereux dont il a la charge.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Mise en place du suivi électronique des déchets dangereux

Proposition de délais : 1 mois à compter la notification de l'arrêté de mise en demeure

N° 8 : Gestion irrégulière de déchets – Traitement des boues de curage et matière de vidange

Référence réglementaire : Code de l'environnement, Article L.541-46

Prescription contrôlée :

I. Est puni de quatre ans d'emprisonnement et de 150 000 euros d'amende le fait de :

[...]

4° Abandonner, déposer ou faire déposer, dans des conditions contraires aux dispositions du présent chapitre, des déchets,

[...]

5° Effectuer la collecte, le transport ou des opérations de courtage ou de négoce de déchets sans satisfaire aux prescriptions prises en vertu de l'article L. 541-8 et de ses textes d'application,

[...]

8° Gérer des déchets, au sens de l'article L. 541-1-1, sans satisfaire aux prescriptions concernant les caractéristiques, les quantités, les conditions techniques et financières de prise en charge des déchets et les procédés de traitement mis en œuvre fixées en application des articles L. 541-2, L. 541-2-1, L. 541-7-2, L. 541-21-1, L. 541-21-2 et L. 541-22 [...]

Constats :

L'activité exercée par l'exploitant consiste à vidanger des fosses septiques et à curer des séparateurs d'hydrocarbure ou des déshuileurs-débourbeurs.

Ces déchets doivent ensuite être évacués vers des filières de traitement dûment autorisées.

1) Déchargement en ISDI de déchets provenant de l'hydrocurage :

Il s'avère que les registres des déchets entrants dans l'ISDI de Navailles-Angos font apparaître que la société HYDRE a mis en décharge de façon répétée le contenu de camions hydrocureurs dans cette ISDI :

- 31 déversements en 2023,
- 59 déversements en 2024
- 61 déversements en 2025.

La mise en décharge de ces déchets par l'exploitant a été découverte à la suite d'une pollution d'un cours d'eau et d'un lac situés en aval de l'ISDI.

L'exploitation des registres a permis à l'inspection des installations classées d'identifier la société HYDRE comme apporteur régulier de déchets non autorisés dans cette ISDI.

2) Analyse du fonctionnement de la société HYDRE depuis la prise en charge des déchets jusqu'à leur élimination :

Des obligations réglementaires s'imposent à tous les détenteurs de boues de curage et matières de vidange.

La société HYDRE est un intermédiaire de la chaîne d'élimination des déchets (producteur, collecteur, transporteur, regroupement, éliminateur, etc.).

Producteur du déchet

Les documents transmis par l'exploitant (BSD) ne permettent pas toujours d'identifier le véritable producteur des déchets.

Les BSD qui devraient être remplis au départ par le producteur le sont toujours par la société HYDRE, aucun retour du BSD au producteur n'est réalisé.

Le producteur n'est pas informé de l'identité du destinataire final des déchets ainsi que du traitement final réservé aux déchets qu'il a produits.

Collecte et transport de boues de curage et matières de vidange

En tant que collecteur et transporteur des déchets, la société HYDRE ne réalise pas les obligations réglementaires en matière de traçabilité, notamment, elle ne tient pas de registre des déchets transportés et collectés.

Regroupement

La société HYDRE est censée procéder au regroupement des déchets collectés sur ses installations.

La visite d'inspection du 14 avril 2026 a permis de constater qu'elle dispose de 3 bennes d'une capacité de 30 m³ chacune.

- une benne est entièrement rempli de boues séchées, de l'herbe recouvre les déchets, laissant penser que la benne n'a pas été vidée depuis longtemps et ne reçoit plus aucun déchet,
- une benne de 30 m³ est entièrement remplie de déchets de fosses septiques et ne peut plus en accueillir, il n'est pas possible de connaître la date du dernier déchargement dans celle-ci,
- une benne de 30 m³ est pratiquement remplie de déchets provenant de dégrillages, il n'est pas possible de connaître la date du dernier déchargement dans celle-ci.

Compte tenu des moyens dont dispose la société HYDRE (3 camions hydrocureurs qui tournent tous les jours), on peut considérer, le jour de l'inspection, que les installations de regroupement sont inopérantes car elles ne peuvent plus recevoir de déchets.

On peut en déduire que les déchets collectés sont directement acheminés vers un autre exutoire.

L'exploitant précise que les déchets qu'il collecte faisaient l'objet d'un déversement dans la STEP d'Uzein jusqu'en début d'année 2026.

Depuis, les déchets sont expédiés vers l'entreprise « BARSACQ Vidange » à Castetpugon (64180) qui dispose, selon l'exploitant, d'une fosse de 500 m³.

Il est à noter que l'entreprise BARSACQ Vidange :

- est une entreprise d'hydrocurage,
- n'est pas une entreprise de traitement des boues de curage et des matières de vidange.

Sur les BSD fournis par l'exploitant à l'inspection des installations classées, la société BARSACQ Vidange n'est jamais mentionnée.

Élimination

L'exploitant précise, qu'après avoir transités chez BARSACQ Vidange, les déchets sont acheminés, pour traitement final, auprès de la société LABAT à Aire-sur-l'Adour (40800).

Sur les BSD fournis par l'exploitant à l'inspection des installations classées, la société LABAT n'est jamais mentionnée.

Il n'est pas possible de vérifier si une partie ou la totalité des déchets collectés par la société HYDRE ont bien comme exutoire final la société LABAT et, dans l'affirmative, si les déchets en question peuvent être acceptés dans cet établissement.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat:

Il est demandé à l'exploitant de ne plus déverser en ISDI des déchets non acceptés et de rédiger une procédure de fonctionnement interne relative à la gestion des déchets, depuis leur collecte jusqu'à leur élimination.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Arrêt du déchargement en ISDI de déchets non acceptés

Rédaction d'une procédure interne de gestion des déchets pris en charge

Proposition de délais : Dès la notification de l'arrêté de mise en demeure (arrêt des déchargement non autorisés).

Sous 1 mois, rédaction d'une procédure interne